

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine) ) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

## Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 273 du 09.10

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse :[http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

### 1 Dossier

1-1 Point de vue de T. Hocine : [Les crimes israéliens.](#)

1-2 Point de vue de Karim Mohsen : L'État palestinien, un bluff américain.

1-3 Enquête de Philippe Grangereau : Un ouvrage publié dans la London Review of Books dénonce le soutien inconditionnel de Washington à Israël.

1-4 Point de vue de Rania Adel : Échec annoncé.

1-5 Point de vue de Ali Abunimah : Gaza : le nouveau ghetto de Varsovie.

1-6 Point de vue de Fares Chahine : Déluge de feu sur Ghaza.

1-7 Point de vue de l'IRIN : Des dizaines de Palestiniens fouillent les dépotoirs pour survivre.

1-8 Analyse de [La Paix Maintenant](#) : Les territoires occupés et les Palestiniens sont en train de devenir, lentement des réalités virtuelles.

### 2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

2-1 Ziad Medoukh : Une situation dramatique à Gaza.

2-2 Ficher Bernard : Non à la guerre annoncée !

2-3 Stop The Wall : [L'Apartheid israélien ne doit pas être récompensé par l'OCDE.](#)

2-4 Comité pour l'exercice des droits inaliénables : [Le droit inaliénable du Peuple Palestinien.](#)

2-5 Yoav Stern : Sept ans après les heurts sanglants d'octobre, aucun policier n'a comparu.

### 9 Annexe Géopolitique et stratégie

---

## 1 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

### 1-1 Point de vue de T. Hocine : Les crimes israéliens.

L'ONU est un faux-nez sioniste et tant qu'elle ne nous prouvera pas le contraire, nous le penserons. L'ONU devrait dire CA SUFFIT !

Envoyons une force internationale pour décoloniser la Palestine et de gré ou de force revenons sur les frontières de 1947.

Revenons à la case départ, y compris pour Jérusalem.

Tandis que là, qu'est-ce qu'on a ? Une institution ridicule qui au lieu d'oeuvrer pour la paix oeuvrent pour les colonisateurs. Ce qui est quand même assez extraordinaire. L'ONU est un blasphème et une des têtes que l'on retrouve dans l'Apocalypse. Elle oeuvre pour la Bête infâme qui veut dominer le monde...

Adriana Evangelizt

**Israël** tente encore et toujours de falsifier les données de la crise du Proche-Orient. Ainsi en est-il de sa récente décision de qualifier la bande de Ghaza d'entité hostile. **Ce qui dans le contexte israélien en fait de surenchère** ouvre les portes de l'enfer. **Et** l'enfer, les Palestiniens le connaissent parfaitement dans leur face à face avec l'occupant israélien.

**Voilà en fait** une situation qui, par la magie du verbe, tend à être gommée **pour ne laisser place** qu'aux « attaques palestiniennes » et aux « repréailles israéliennes ». **Cela est dit de** la manière la plus sérieuse qui soit. **Une** réalité qui est falsifiée, mais elle n'a pas empêché les Palestiniens de poursuivre leur résistance.

**Même** l'ONU quand il lui arrive de réagir, **car c'est de moins en moins le cas, en est** à mettre dos à dos Palestiniens et Israéliens. **Il n'est donc pas étonnant dans de telles conditions** qu'un déluge de feu s'abatte sur Ghaza et que l'ONU ne juge pas utile de réagir, même pour appeler à la retenue, une approche déjà équivoque, alors que les Palestiniens résistent à une occupation étrangère par tous les moyens que leur reconnaît ce qui tient lieu de droit international. **Et à l'inverse**, il est faux, mais aussi immoral et injuste de dire qu'Israël a le droit à la légitime défense.

**Et dire que** l'ONU s'est retrouvée à voter des sanctions financières contre les Palestiniens **dans le cadre du Quartette, ce fameux** cadre international qui s'est avéré incapable de tenir ses propres engagements comme la création d'un Etat palestinien **en 2005, alors que le simple bon sens aurait voulu** qu'elle défende ses propres résolutions qu'Israël traite avec mépris.

**Les** Palestiniens continuent à compter leurs morts, mais comme en témoigne leur histoire, **cela ne fait que** renforcer leur résistance. Quant aux Israéliens, ils sont empêtrés dans une surenchère politique comme le prouvent les récentes attaques contre leur Premier ministre, et le retour sur scène de Ehud Barak, celui-là même qui avait refusé de poursuivre l'application des accords de paix conclus avec les Palestiniens. Et dire que c'est de cette manière que se prépare une conférence internationale qui laisse déjà sceptique **par ses ambitions.**

Le Proche-Orient est-il donc condamné à vivre une guerre sans fin ?

Sources [El Watan](#)

Posté par Adriana Evangelizt

04 Octobre 2007

---

### 1-2 Point de vue de Karim Mohsen : L'État palestinien, un bluff américain.

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, et le Premier ministre israélien, Ehud Olmert, ont eu une quatrième rencontre préparatoire au rendez-vous d'automne aux USA.

Mme Rice, secrétaire d'Etat américaine, entamera du 14 au 18 octobre prochain, une nouvelle tournée d'explication au Proche-Orient dans la perspective de la conférence internationale, prévue cet automne aux Etats-Unis.

Cette conférence sur le dossier israélo-palestinien, organisée à l'initiative du président américain, George W.Bush, a officiellement pour objectif de déblayer le terrain à la création du futur Etat palestinien. Il est cependant fort douteux d'attendre du concret d'une conférence internationale, une de plus, dont on peut se demander, à raison, ce qu'elle pourrait bien apporter de nouveau à un dossier qui interpelle la communauté internationale depuis près de six décennies. M.Bush, qui est à moins de quatorze mois de la fin de son deuxième mandat, n'aspire en fait qu'à terminer, avec un satisfecit, une présidence qui tourne pour lui au cauchemar, notamment en Irak et en Afghanistan.

En 2003, évoquant la «*vision*» de deux Etats, Israël et la Palestine, vivant côte à côte, George W.Bush avait alors

«promis» l'Etat palestinien pour «l'horizon» 2005 avec le résultat que l'on sait. 2009, nouveau délai américain?, est encore trop près pour le président US -en fin de mission à cette époque- mais toujours loin pour les Palestiniens qui attendent leur Etat depuis 1948.

Aussi, la conférence internationale sur le Proche-Orient projetée pour le mois de novembre n'est qu'un leurre, au mieux, une autre manière de faire gagner du temps à l'allié israélien des Etats-Unis. Que propose en effet la Maison-Blanche pour dépasser les obstacles, du fait d'Israël, qui ont interdit jusqu'ici au peuple palestinien de vivre dans un Etat souverain? George W.Bush et sa secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice n'ont donné, jusqu'à aujourd'hui, aucune indication claire et précise sur ce qu'ils entendent présenter aux belligérants israéliens et palestiniens pour avancer sur un dossier en stand-by depuis près de 60 ans.

En revanche, les Américains sont toujours à débattre sur les participants qui seront admis à cette conférence internationale (c'est notamment le cas pour la Syrie et le Hamas palestinien) qui n'augure rien de nouveau dès lors que manquent le courage et la volonté politique de mettre Israël face à ses responsabilités d'autant plus que l'Etat hébreu est, et reste, aux yeux des Nations unies comme la puissance étrangère occupante d'un territoire ne lui appartenant pas et dont le peuple est identifié: le peuple palestinien. Or, tant que les Etats-Unis ne disent pas clairement le droit des Palestiniens à créer leur Etat indépendant, sur les territoires reconnus palestiniens par le Conseil de sécurité de l'ONU, qu'ils n'appellent pas Israël à démanteler les colonies juives en Cisjordanie, que l'armée israélienne ne se retire pas au-delà de la ligne verte, fixée par les Nations unies, enfin que l'Etat hébreu - nonobstant les négociations entre Israël et les Palestiniens- applique les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU, notamment les résolutions 242 et 338 respectivement votées en 1967 et en 1973. Or, il n'en a rien été et les Américains se sont complus ces dernières années dans un bluff -comme en témoigne la fameuse «Feuille de route» (plan de paix international patronné par les USA, l'UE, la Russie et l'ONU) censée relancer le processus israélo-palestinien et créer les conditions pour une solution juste et équitable- qui n'a pas permis au dossier israélo-palestinien d'avancer d'un iota, notamment sous la présidence de George W.Bush, lequel s'est singularisé, lors de son premier mandat, par un parti pris flagrant faisant de l'ancien Premier ministre israélien, Ariel Sharon, qui n'a jamais caché son opposition à la création de l'Etat de Palestine, son unique interlocuteur. Or, l'objectif de Sharon a toujours été de «bantoustaniser» les territoires palestiniens, comme l'indiquent clairement l'édification du mur de l'apartheid et le retrait unilatéral, sans consultation avec les Palestiniens, de la bande de Ghaza. Par ailleurs, la constance des Etats-Unis a été ces dernières années de dire le «droit» des occupants israéliens de se défendre contre un peuple asservi au bon vouloir de l'armée d'occupation israélienne. Aussi, une nouvelle conférence sur le Proche-Orient, pourquoi faire quand il suffit à la communauté internationale de faire appliquer par les belligérants, notamment Israël, les résolutions de l'ONU et l'accord d'Oslo de 1993, accord, rappelle-t-on, gelé par les Israéliens? Notons d'autre part que le président palestinien, Mahmoud Abbas et le Premier ministre israélien, Ehud Olmert, se sont réunis pour la quatrième fois mercredi à Jérusalem-Ouest dans l'objectif de mettre au point un document préparatoire à la conférence qui doit se tenir à Washington en novembre prochain. Selon le principal négociateur palestinien, Saëb Erakat, MM.Abbas et Olmert ont demandé à leurs équipes de négociateurs de travailler sur ce document «à partir de la semaine prochaine pour parvenir à un document conjoint sur les questions clés» en vue de le présenter à la réunion internationale. M.Erakat ajoutait, lors d'une conférence à Ramallah, que «cette réunion marquera le lancement des négociations sur le statut final (des territoires palestiniens) pour parvenir à un traité de paix, sur la base de la «Feuille de route» et la vision de deux Etats du président (George W.Bush) et le même de souligner que l'objectif était de «mettre fin à l'occupation (israélienne) qui a commencé en 1967». Dans leur position, les Palestiniens n'ont, hélas, d'autre choix que d'y croire, malgré les échecs répétés de ces dernières années.

Karim Mohsen

6 octobre 2007

Source : L'Expression

<http://www.lexpressiondz.com/...>

---

## 1-3 Enquête de Philippe Grangereau : Un ouvrage publié dans la London Review of Books dénonce le soutien inconditionnel de Washington à Israël.

La Maison Blanche

Lorsqu'en 2006, l'ambassadeur de France aux Etats-Unis a invité la candidate à l'élection présidentielle, Hillary Clinton, celle-ci lui a adressé ce message très direct : « Je ne parle avec aucun ambassadeur, sauf un, l'ambassadeur d'Israël. » Cet échange confirme l'importance cardinale d'Israël dans la politique intérieure des Etats-Unis.

L'influence profonde du lobby pro-israélien dans la diplomatie américaine au Moyen-Orient est indiscutable. Mais jusqu'où va-t-elle ? Ce soutien sert-il les intérêts américains ? Telles sont les questions explorées par le Lobby pro-israélien et la Politique étrangère des Etats-Unis (1), un livre dont débat le tout-Washington depuis sa sortie, voilà quelques semaines. « Aucun autre essai académique n'a eu un tel impact, écrit la New York Review of Books, depuis la publication du livre de Samuel Huntington le Choc des civilisations [1993]. » Compte tenu des tabous historiques et sémantiques qu'elle aborde, cette étude a demandé un courage considérable à ses deux

auteurs, John Mearsheimer, de l'université de Chicago, et Stephen Walt, de Harvard. Les deux universitaires ont conscience de marcher sur un champ de mines.

A la suite d'un article à l'origine de l'ouvrage actuel publié dans la London Review of Books, en 2006, « nous avons été dénoncés comme antisémites [...] par des éditorialistes du Jerusalem Post, du New York Sun, du Wall Street Journal et du Washington Post », constatent-ils dans leur préface. « Dès qu'on critique Israël ou l'Aipac [le Comité des affaires publiques américano-israélien, qui s'intitule sur son site web « le lobby pro-israélien en Amérique », ndlr] , on est sûr d'être accusé d'antisémitisme. C'est la tactique diffamatoire classique. La plupart des gens hésitent à aborder ce genre de questions, en raison de ces attaques », dit Stephen Walt. Leurs pressentiments ont été amplement confirmés. La charge a été sonnée par Eliot Cohen, un professeur de l'université Johns-Hopkins, dans une opinion, publiée dans le Washington Post, intitulée « Oui, c'est antisémite ». Eliot Cohen reproche aux auteurs, non sans une certaine mauvaise foi, le fait que leur ouvrage ait été applaudi par l'ancien chef du Ku Klux Klan. D'autres critiques ont qualifié les universitaires de « sombres obsédés du complot ». Et ce n'était qu'un début. En septembre 2007, un livre a été publié pour dénoncer les deux auteurs : les Mensonges les plus mortels, le lobby israélien et le mythe du contrôle juif. Selon son auteur, Abraham Foxman -président très controversé, y compris au sein de la communauté juive américaine, de l'Anti-Defamation League-, l'idée « pernicieuse » qu'il existe un lobby israélien doté d'une influence hors de proportion sur la diplomatie des Etats-Unis « fait partie du mythe antisémite traditionnel du complot juif ». « Les stéréotypes antisémites haineux refont surface et deviennent acceptables », s'inquiète Abraham Foxman.

Que disent Walt et Mearsheimer ? Qu'il y a un lobby pro-israélien composé d'organisations juives, mais aussi d'éditorialistes, d'hommes d'affaires et de « chrétiens sionistes ». Cette importante minorité fondamentaliste, qui vote républicain, croit littéralement que le Christ reviendra lorsque les juifs auront repris possession de la « Terre sainte ». « Ce n'est en aucun cas, insistent les auteurs, un mouvement unifié doté d'une direction, et ce n'est pas un complot ou une conspiration qui contrôle la diplomatie américaine », mais plutôt « une coalition disparate d'individus et d'organisations qui œuvre pour aiguiller la politique américaine sur une voie pro-israélienne ». Les auteurs n'ont aucun mal à démontrer la nature exceptionnelle de la relation entre les Etats-Unis et Israël. Entre 1972 et 2006, les Etats-Unis ont mis leur veto à 42 résolutions des Nations Unies critiquant Israël. En 2006, pendant qu'Israël bombardait le Liban, la Chambre des représentants a adopté, par 410 voix contre 8, une motion de soutien inconditionnel à Israël. L'ouvrage devient discutable lorsqu'il affirme que, sans le lobby pro-israélien, « la guerre [d'Irak] n'aurait presque certainement pas eu lieu ». La démonstration : « La quasi-totalité des néoconservateurs est fortement engagée aux côtés d'Israël », ajoutent-ils. Mais les vrais maîtres d'œuvre de la guerre d'Irak demeurent George W. Bush et le vice-président, Dick Cheney. Et c'est oublier que plusieurs sondages, comme le concèdent les auteurs, ont démontré que la communauté juive américaine était plus opposée à cette guerre que l'Américain moyen.

L'influence du lobby serait telle qu'il compromettrait l'intérêt national américain avant les auteurs. L'alliance entre les Etats-Unis et Israël, utile pendant la guerre froide, suscite l'hostilité des pays arabes à l'égard des Etats-Unis, qui sont la cible des terroristes islamistes. Et s'il n'est pas dans l'intérêt de Washington de poursuivre son soutien inconditionnel à Israël, c'est que le lobby pro-israélien y est pour quelque chose. Pour Stephen Walt et John Mearsheimer, les Etats-Unis devraient considérer Israël comme un « pays normal », car son existence, selon eux, n'est plus en danger : « L'influence politique du lobby et sa sagacité en termes de relations publiques ont découragé les leaders américains à rechercher des politiques moyen-orientales conformes à leurs intérêts, qui protégeraient aussi Israël de ses pires erreurs. L'influence du lobby, pour résumer, est mauvaise pour les deux pays. » Ils préconisent « une discussion franche et civilisée sur l'influence du lobby ».

(1) John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt, éditions la Découverte, 20 euros

Source : Intérêt Général

<http://www.interet-general.info/...>

---

## 1-4 Point de vue de Rania Adel : Échec annoncé.

Palestine. L'absence d'un agenda clair, les divergences de vues palestiniennes et israéliennes et la non participation du Hamas jettent le doute sur l'aboutissement de la conférence de paix prévue aux Etats-Unis en novembre prochain.

Le processus de paix à l'agonie depuis des années pourrait-il être ranimé par la prochaine conférence de paix censée se tenir aux Etats-Unis en novembre prochain ? Telle est la question que se posent beaucoup de politologues. Plus les jours passent, plus les rencontres entre les différents responsables se multiplient pour s'accorder sur l'ordre du jour de la conférence. Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbass, s'est entretenu en début de semaine avec le président égyptien Hosni Moubarak pour débattre de cette conférence. La semaine dernière, le président américain, qui s'est entretenu avec le président de l'Autorité palestinienne, s'est déclaré convaincu que M. Abbass ainsi que le premier ministre israélien Ehud Olmert entendaient sincèrement parvenir à la coexistence pacifique de deux Etats palestinien et israélien.

Outre cette rencontre, M. Bush a envoyé au Proche-Orient sa secrétaire d'Etat Condoleezza Rice pour préparer le terrain à cette conférence avec les dirigeants israéliens et palestiniens. Il a aussi prévu d'envoyer son épouse Laura en octobre au Proche-Orient pour une mission de diplomatie publique visant à améliorer l'image des Etats-Unis dans la région.

Ces navettes suffisent-elles à garantir la réussite de la conférence ? Beaucoup en doutent et prévoient même que la conférence se termine sur un constat d'échec, si elle se termine. D'autres croient en une possibilité de report de la conférence. Primo, aucun ordre n'a été arrêté et c'est la divergence des points de vue palestinien et israélien qui mène les observateurs à cette conclusion. Les préparations de la conférence sont en effet compliquées par les attentes différentes des Israéliens et des Palestiniens.

« Nous souhaitons que cette réunion traite de la substance des principales questions pour que nous puissions négocier par la suite un traité de paix permanent avec Israël », avait dit M. Abbass, en allusion aux questions fondamentales des frontières d'un futur Etat palestinien, du statut de Jérusalem, du sort des Palestiniens qui ont quitté leurs terres. « Nous devons nous rendre là-bas avec un document clair et précis, qui permettra d'engager des négociations détaillées sur ce que nous appelons les questions du statut final », a-t-il dit. « Je crois qu'aller là-bas avec une déclaration générale ne sera pas profitable », a ajouté Abbass à l'issue de son entrevue dimanche au Caire avec le président égyptien Hosni Moubarak. Pour le moment, on ignore dans quelle mesure Olmert, affaibli politiquement, est prêt à suivre Abbass dans sa volonté d'aborder ces questions centrales.

Les attentes palestiniennes sont aussi celles des pays arabes. L'Egypte a ainsi insisté sur le fait que les résultats de la conférence doivent être clairs et influents de façon à mener à l'établissement d'un Etat palestinien dans les territoires palestiniens.

Un partenaire aussi important que l'Arabie saoudite attend que soient clarifiés l'ordre du jour et les objectifs, a indiqué un responsable saoudien. Les analystes estiment que les Saoudiens sont conscients que le principal objectif des Etats-Unis est de tenir une rencontre publique entre de hauts responsables du royaume et le premier ministre israélien, Ehud Olmert, en contrepartie d'une déclaration d'intentions qui ne comporterait aucun engagement clair de la part de l'Etat hébreu ni un calendrier raisonnable pour le règlement du problème palestinien. Le chef de la diplomatie saoudienne, Saoud Al-Fayçal, avait ouvertement exprimé ces griefs et avait fait allusion à la nécessité de conclure une paix globale.

### **Les réserves des dirigeants arabes**

La position égyptienne et saoudienne reflète la réserve des dirigeants arabes qui n'ont pas confirmé leur présence, et craignent que les sujets de fond ne soient pas abordés.

A cela s'ajoute la position syrienne. Après sept dures années, souligne le quotidien officiel Tchrine, l'Administration américaine a finalement décidé d'utiliser le mot paix, et d'appeler à une réunion aux objectifs flous.

En effet, les craintes arabes ont leur raison d'être, puisqu'Israël a déclaré qu'il attend de la conférence une déclaration de principes plus générale. Allant dans la même direction, un haut responsable américain a tenté de contenir les attentes en disant que la conférence ne serait pas « une négociation sur le statut final » mais seulement un des « pas menant à terme à la négociation sur le statut final ».

Ce qui assure l'opinion de certains observateurs qui voient que la raison essentielle derrière l'organisation de cette conférence est non pas la situation lamentable des Palestiniens mais plutôt la volonté américaine de détourner le regard de la communauté internationale de ce qui se passe en Iraq et de ce qui se passera éventuellement avec l'Iran.

Il ne faut pas oublier non plus le rival du Fatah de M. Abbass, le mouvement de la résistance islamique du Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, et qui a appelé certains pays arabes à ne pas participer à la réunion et à ne pas faire de concessions à Israël. A Gaza, les dirigeants du Hamas ont minimisé l'importance de la conférence. Le Hamas a aussi souligné que tout accord qui pourrait résulter de la conférence de paix conçue par les Etats-Unis cet automne ne sera pas contraignant pour les Palestiniens.

Bref, l'opacité de l'ordre du jour de ladite conférence et les tergiversations systématiques d'Israël envers ses engagements réduisent tout espoir de voir aboutir cette conférence. Cette conférence, si elle se tient, sera un énième leurre alimentant les illusions de progrès en Palestine.

Rania Adel

Source : Al-Ahram hebdo

Mercredi 3 octobre 2007

<http://hebdo.ahram.org/...>

---

## **1-5 Point de vue de Ali Abunimah : Gaza : le nouveau ghetto de Varsovie.**

Alors que tous les yeux sont braqués sur la Birmanie, **personne, absolument personne** ne se soucie du drame barbare qui est entrain de se dérouler à Gaza, ou une population de plus d'un million de personnes est maintenue en otage, coupable d'avoir mal voté.

L'Union Européenne regarde tranquillement les Palestiniens mourir de faim et de maladie, "espérant qu'Israël ne se verra pas obligée" de couper l'approvisionnement en eau potable (!!!). Des hommes politiques occidentaux de premier plan appellent ouvertement à l'assassinat de leaders politiques démocratiquement élus et personne ne s'en offusque. Les bien-pensants de l'anti-racisme qui s'étaient tellement mobilisés contre le "nazi" Haider en Autriche, ne trouvent rien à redire à la présence au gouvernement israélien du non moins nazi Avigdor Lieberman

qui réclame publiquement la stérilisation des femmes arabes (mesure déjà pronée par Eichmann)... Quand il s'agit des Palestiniens et des Israéliens, le "deux poids, deux mesures" est systématique. Face à cela, de quelles armes disposent les Palestiniens pour se défendre ? De la diplomatie ? Qui les défend encore ? De la violence ? Que valent leurs pétards volants contre la toute puissance de Tsahal ? Si le mouvement pro-Palestinien était cohérent, il se cotiserait pour équiper le Hamas de missiles sol-air... Tot ou tard les Palestiniens vont réaliser que le seul moyen de ne pas disparaître est d'impliquer la communauté internationale... Quand des kamikazes se feront exploser chaque semaine dans des bus à Londres, Paris et New-York, l'occident se décidera peut-être enfin à faire quelque chose ? Et bien sûr, on dira alors qu'on ne comprend pas, que de tels actes sont barbares... tandis que les actes de l'occident vis à vis des Palestiniens sont, eux, tout à fait civilisés.

### Déshumaniser les Palestiniens

Les déclarations qui réduisent les Palestiniens à une simple existence biologique à laquelle il peut être mis fin sans aucun doute moral ne sont pas des exceptions.

Le cabinet ministériel israélien a décidé de déclarer la bande de Gaza sous occupation « entité hostile, » ce qui permettra à ses propres yeux de couper les approvisionnements déjà réduits en nourriture, eau, électricité et carburant que les détenus de la bande de Gaza étaient autorisés à recevoir. La décision a rapidement obtenu le support de la secrétaire d'état américaine Condoleezza Rice.

Israël est la puissance occupante dans la bande de Gaza, en dépit d'avoir enlevé ses colons en 2005 et d'avoir transformé ce territoire qui héberge près d'un million et demi d'habitants — la plupart du temps des Palestiniens réfugiés — en la plus grande prison en plein air au monde qu'il assiège et bombarde depuis l'extérieur. En vertu du droit international Israël est responsable du bien-être du peuple dont il contrôle les vies et les terres.

Il y a eu à peine quelques faibles bêtises de protestation de la part de Ban Ki-moon, le secrétaire général des Nations Unies (une « telle étape serait contraire aux engagements d'Israël envers la population civile en vertu du droit international, des droits de l'homme et du droit humanitaire ») et de la part de l'Union Européenne (« [la Commission d'Européenne - CE] espère qu'Israël ne trouvera pas nécessaire de mettre en application les mesures pour lesquelles les décisions [du cabinet] ont fixé hier le cadre. »

Quoi ? La CE espère qu'Israël ne trouvera pas *nécessaire* de couper les approvisionnements en eau à 1,5 million de personnes dont la moitié sont des enfants ? Ces rappels servent uniquement à souligner qu'Israël agit dans un contexte où « la communauté internationale » s'est accoutumée à un discours qui prône l'extermination des Palestiniens — politiquement et physiquement.

Yossi Alpher, par exemple, un ancien directeur du centre Jaffee pour les études stratégiques à l'université de Tel Aviv et autrefois conseiller spécial de l'ancien premier ministre israélien Ehud Barak, explique de sang-froid cette semaine qu'Israël devrait assassiner les dirigeants démocratiquement élus qui ont remporté les élections législatives palestiniennes en janvier 2006 — demandant que l'on « décapite la direction du Hamas, militaire et 'civile'. » En vérité, admet-il, il y aurait un prix possible à payer : « Israël payerait alors assurément un prix en termes de condamnation internationale, en particulier si des civils innocents étaient tués, » et parce que « Israël viserait vraisemblablement les dirigeants légalement élus du Hamas qui ont gagné une élection tout à fait régulière. » Néanmoins, une telle condamnation serait rapidement oubliée et, argumente-t-il, « c'est un mode de revanche et de dissuasion dont l'efficacité a été prouvée, » et par conséquent, ceci est « une option intéressante à considérer. »

Alpher n'a pas incité au meurtre d'hommes politiques démocratiquement élus dans un journal marginal de droite, mais dans le bulletin en ligne *Bitterlemons* financé par l'Union Européenne qu'il a fondé avec l'ancien ministre de l'Autorité Palestinienne Ghassan Khatib. Quel journal publierait un appel par un Palestinien — ou n'importe qui d'autre — pour appeler à l'assassinat du premier ministre israélien ? Alpher ne se soucie vraisemblablement pas que des visas lui soient refusés pour participer à des conférences dans l'Union Européenne, ou qu'il ne puisse recevoir d'invitations venant d'universités américaines. L'histoire nous prouve qu'il peut se sentir confiant et qu'il ne souffrira aucune conséquence. En effet, dans le climat politique actuel, n'importe quelle tentative d'exclure Alpher pourrait même être présentée comme une attaque contre la liberté universitaire !

Les déclarations qui réduisent les Palestiniens à une simple existence biologique à laquelle il peut être mis fin sans aucun doute moral ne sont pas des exceptions. En mai, comme cela est rapporté par le *Jerusalem Post*, l'ancien rabbin sépharade Mordechai Eliyahu a publié en Israël un décret religieux adressé au premier ministre et déclarant « qu'il n'y avait absolument aucune prohibition morale contre le massacre aveugle de civils pendant une offensive militaire massive sur Gaza visant à faire cesser les tirs de fusées » (Voir « le ["Top Israeli rabbis advocate genocide,"](#) » The Electronic Intifada, 31 mai 2007). Je n'ai pu trouver aucun communiqué venant d'aucun responsable israélien condamnant l'ordre d'Eliyahu.

Et, dans un blog daté du 6 septembre, un conseiller de Rudolph Giuliani, candidat bien placé à l'investiture républicaine pour la prochaine élection présidentielle américaine, a plaidé pour « couper les services à l'Autorité Palestinienne aussi bien qu'une foule d'autres mesures, telles qu'interdire aucun transport [dans les territoires palestiniens] de personnes ou de marchandises au delà des nécessités de base, appliquant la peine de mort contre les meurtriers, et rasant les villages d'où des attaques sont lancées. » Ceci, a indiqué le conseiller, « ferait que les Palestiniens seraient impressionnés par la volonté israélienne de survivre, et rapprocherait leur possible acceptation de l'état juif. » (Voir : ["Giuliani Advisor : Raze Palestinian Villages,"](#) par Ken Silverstein, le *Harper Magazine*, 14 septembre 2007).

Giuliani n'a fait face à aucun appel d'autres candidats pour écarter le conseiller en question pour avoir préconisé des crimes de guerre à motivation ethnique et religieuse. En effet la présence d'une telle personne dans sa campagne pourrait même représenter un des ses atouts.

La dernière déclaration gouvernementale israélienne est faite alors que les Palestiniens cette semaine ont commémoré le 25ème anniversaire des massacres des camps de réfugiés de Sabra et Shatila à Beyrouth, dans lesquels étaient partie prenante d'actuels dirigeants politiques et militaires israéliens. Nous pouvons nous dire que le déshumanisation des Palestiniens et d'autres Arabes par les Israéliens, le meurtre presque quotidien d'enfants, la destruction des communautés et la ségrégation raciste à l'encontre de millions de personnes ont été tellement normalisés que si ces massacres se produisaient aujourd'hui, Israël n'aurait pas besoin de passer par l'exercice compliqué consistant à nier sa culpabilité. En effet, la dite « communauté internationale » s'en rendrait à peine compte.

**Ali Abunimah**

Ali Abunimah est cofondateur d'Electronic Intifada et l'auteur de [One Country : A Bold Proposal to End the Israeli-Palestinian Impasse](#)

Consultez son site Internet : [www.abunimah.org](http://www.abunimah.org)

Sources [Libertés Internet](#)

Posté par Adriana Evangeliz

---

## 1-6 Point de vue de Fares Chahine : Déluge de feu sur Ghaza.

Ni le mois de jeûne de Ramadan ni même leurs fêtes juives n'empêchent l'armée israélienne de s'engouffrer en profondeur des territoires palestiniens, pour semer la mort et la désolation.

Dans une nouvelle incursion, mercredi, dans le nord de la bande de Ghaza, plus exactement dans la région de Beit Hanoune, proche du territoire israélien, et d'où sont tirés la majorité des roquettes artisanales, dont l'une a tué, le 10 septembre, un soldat et blessé 69 autres, alors qu'ils dormaient dans des tentes, dans une base militaire de la ville israélienne d'Ashkelon. Cette nouvelle incursion, la plus sanglante depuis le contrôle par la force de la bande de Ghaza par le mouvement islamiste Hamas, à la mi-juin, a fait, mercredi 9 morts et 25 blessés. Des responsables palestiniens ont déclaré, mercredi, que quatre civils ont été tués au cours d'un bombardement à l'artillerie. Un cinquième civil a succombé, jeudi, à ses blessures. Ils ont tous été touchés par les éclats d'un obus tombé sur la maison dans laquelle se trouvaient ces victimes, tous des amis et des proches. Au cours de la même journée, l'aviation israélienne a bombardé un véhicule dans le quartier d'Ezzeitoune, au sud est de la ville de Ghaza, transportant des militants de l'armée de l'Islam. Pas moins de cinq combattants de ce mouvement radical ont été tués par les éclats du missile air-sol, qui a touché leur véhicule. L'armée de l'Islam s'était fait connaître en participant, aux côtés de deux autres groupes, dont les brigades Ezzeddine Al Qassam la branche armée du Hamas, à l'enlèvement du soldat israélien Gilad Shalit, en juin 2006. Elle a aussi retenu en otage pendant 114 jours le journaliste britannique de la BBC, Alan Johnston, enlevé en mars. Les attaques israéliennes se sont poursuivies jeudi, faisant alourdir le bilan qui est monté à 13 morts en moins de 24 heures. Au cours de la même période, selon des sources militaires israéliennes, plus de 20 obus de mortier et une quinzaine de roquettes ont été tirés de Ghaza contre le territoire israélien, sans faire de blessés. Le président palestinien Mahmoud Abbas, qui participe à New York à l'assemblée générale de l'ONU, a fermement condamné les dernières opérations israéliennes. « Le président Abbas a appelé des hauts responsables de l'ONU et du Conseil de sécurité à intervenir immédiatement pour stopper le massacre perpétré par l'armée israélienne », a indiqué son bureau dans un communiqué. Un porte-parole du Hamas, Tahar Al Nounou, a, de son côté, dénoncé une « stratégie de guerre contre le peuple palestinien et le Hamas ». Le gouvernement d'Ehoud Olmert est incité depuis des semaines par les habitants de la région de Sderot, cible préférée des roquettes palestiniennes, à cause de sa proximité avec la bande de Ghaza, et la droite à lancer une opération massive contre les militants de ce territoire, dont l'armée s'est retirée il y a deux ans après 38 ans d'occupation. Mercredi, le tout nouveau ministre israélien de la Défense, Ehoud Barak, avait menacé à nouveau d'une prochaine opération d'envergure dans la bande de Ghaza, considérée par Israël comme « entité hostile », pour faire cesser les tirs de roquettes.

Source : El Watan [http://www.elwatan.com/...](http://www.elwatan.com/)

---

## 1-7 Point de vue de l'IRIN : Des dizaines de Palestiniens fouillent les dépotoirs pour survivre.

Cet article publié par l'IRIN, un service d'informations humanitaires de l'ONU ne reflète pas nécessairement les opinions des Nations Unies ou de ses agences. Le matériel d'IRIN peut être rediffusé ou réimprimé libre-de-droit ; se référer à la page de copyright pour les conditions d'utilisation. IRIN est un projet du Bureau de Coordination aux Affaires Humanitaires de l'ONU.

Pour certains Palestiniens de Cisjordanie, les détritiques sont devenus non seulement un moyen d'existence mais la seule méthode de survie qu'ils connaissent.

Plusieurs dizaines de Palestiniens à travers le territoire, y compris des enfants, travaillent dans des décharges publiques, pour tenter de gagner maigrement leur vie.

"C'est un travail très dur ici. Mes mains sont toutes coupées, ça pue. Mais qu'est-ce que je peux faire ? Il n'y a pas de travail à Ramallah," dit **Muhammad**, d'Al-Bireh, une ville voisine.

Agé de 43 ans, il a travaillé pendant ces 30 dernières années – en dehors d'une période passée en prison -- dans le dépotoir de Psagot, à fouiller les détritiques à la recherche de ferraille.

Muhammed, tout comme les 40 autres ouvriers, dont 20 enfants, n'est pas officiellement employé par quelqu'un, mais il vend ce qu'il peut aux revendeurs qu'il connaît.

Un autre homme, Akram, âgé de 32 ans, conduit le tracteur qui transporte la ferraille chez les revendeurs. Lui, comme les autres, travaille sur le site de l'aurore au crépuscule.

"Avant, j'étais chauffeur de camion. Puis j'ai perdu mon travail. C'est le seul travail que j'ai pu trouver, travailler dans les ordures," a-t'il déclaré à IRIN tout en faisant monter le régime de son moteur pour emmener un ventilateur industriel et des poutres qui restaient d'un projet de construction

### **Travail d'enfants, analphabétisme**

Deux enfants, ravis de leur chance, ont trouvé le ventilateur, qui venait d'arriver dans une benne à ordures, et il l'ont traîné jusqu'à Akram.

"Aucun des enfants ici ne sait écrire. Ils ne savent pas lire. Ils n'ont jamais été à l'école", dit Muhammad.

**Shadi**, qui a dit d'abord qu'il avait 16 ans et a ensuite avoué qu'il avait 12 ans, s'est mis en colère suite à l'accusation de Muhammad

"Je sais écrire", a-t'il crié, et il a commencé à esquisser son nom, en arabe, dans le sable. Cependant, il est devenu vite clair que c'était le seul mot qu'il connaissait et qu'il ne pouvait pas reconnaître différents caractères. Les autres enfants n'ont même pas essayé.

Quand on lui a demandé pourquoi il n'allait pas à l'école, Shadi a répondu : "Mon père est malade. J'ai une grande famille et quelqu'un doit les soutenir. J'ai quitté l'école au bout d'un an pour travailler ici."

### **Questions juridiques**

Le site de Psagot est baptisé du nom de la colonie israélienne voisine sur les périphéries de Ramallah.

La plupart du temps, la décharge est utilisée par des camions israéliens qui amènent des ordures des colonies ou des villes à l'intérieur d'Israël.

"Il y a beaucoup plus d'ordures israéliennes que palestiniennes. Beaucoup, beaucoup plus", dit Muhammad.

### **Dangers pour la santé**

Des vautours planent au-dessus de leurs têtes, en attendant d'attraper ce que les ouvriers ne prendront pas.

En été, la chaleur cuit les ordures, répandant une odeur ignoble dans l'air, qui colle aux ouvriers. Tandis que certains ont des familles, d'autres réalisent que leur genre de travail n'aide peut-être pas leurs vies personnelles.

"Je pense que je ne me marierai pas", dit **Ahmed**, âgé de 20 ans. Il dit que l'odeur ne s'en va jamais.

En hiver, les ouvriers se battent contre le froid, la pluie, le vent et le gel pour effectuer leur travail. C'est particulièrement dur puisque les métaux qu'ils récupèrent sont très froids. Certains vivent dans des cabanes sur le site, parce qu'ils n'ont nulle part où aller.

### **A côté des éléments, les ouvriers font face à d'autres dangers.**

"Les enfants souffrent considérablement," dit **Ahmed Qunnam**, un expert en matière de santé publique et médecin, qui est volontaire au Croissant Rouge Palestinien.

"Psychologiquement parlant, ils n'ont aucun réseau social normal. De plus, ils ne mangent pas bien et ils ne se développent pas correctement. Ils travaillent toute la journée, surexcités. Et les sites sont extrêmement peu hygiéniques."

Par exemple, sur le site de Psagot, les ouvriers ont trouvé une boîte d'olives. Elle a été immédiatement ouverte et dévorée, bien que la date de limite de consommation était dépassée depuis longtemps et pour les manger, ils ont utilisé leurs mains avec lesquelles ils venaient de fouiller les ordures.

"Tout ça, ça les détruit pour le reste de leur vie. Ils perdent leur enfance", dit Qunnam.

"C'est facile pour eux de tomber dans la drogue."

Les ouvriers sont également menacés par l'utilisation de drogue des autres. Quand ils fouillent les ordures, il n'est pas rare pour eux de trouver des seringues. Ils peuvent attraper le SIDA ou l'hépatite", ajoute Qunnam.

Il pense que l'Autorité Palestinienne devrait faire plus pour les enfants, mais il ajoute qu'il est difficile pour l'Autorité Palestinienne de contrôler le secteur C -- là où se trouvent les sites - qui sont restés sous le contrôle de la sécurité israélienne, selon les Accords d'Oslo.

**Ibrahim Atieh**, au Ministère palestinien de la Santé, a expliqué que le nombre d'enfants dans les dépotoirs était proportionnellement bien moins élevé que dans les pays voisins.

"Mais, c'est une question très difficile, douloureuse. Qui sait quelles maladies ils peuvent attraper."

"En ce moment, il n'y a aucun programme de l'Autorité Palestinienne pour arrêter ce phénomène, mais peut-être à l'avenir," a-t'il dit.

Sources [ISM](#)

Posté par Adriana Evangelizt



---

## 1-8 Analyse de La Paix Maintenant : Les territoires occupés et les Palestiniens sont en train de devenir, lentement, des réalités virtuelles.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

Triste quand même que les Israéliens -pour la plupart- acceptent que leurs voisins subissent tout ce que l'on sait et n'aient jamais eu l'idée de se révolter contre les dirigeants sionistes. Oui, curieux qu'ils n'aient pas compris d'où venait le mal et, par là-même, décidé d'y mettre fin.

Plus le temps passe, et moins les Israéliens (soldats et colons compris) voient l'occupation. Faudra-t-il une nouvelle Intifada ou des Qassam tirés depuis Qalqiliya pour qu'ils s'en souviennent ?

Les territoires occupés et les Palestiniens sont en train de devenir, lentement, **des réalités virtuelles**, loin des yeux et loin du cœur. Les travailleurs palestiniens ont disparu de nos rues, les Israéliens ne vont plus faire du shopping dans les villes palestiniennes. De chaque côté, il y a aujourd'hui une nouvelle génération qui ne connaît pas l'autre. Même les colons ne rencontrent plus de Palestiniens, à cause d'un réseau routier séparé qui fait la distinction entre les deux populations : l'un est libre à la circulation, **l'autre est bloqué par les barrages routiers**. Alors que les politiques débattent du partage de la terre entre deux peuples, l'opinion publique est **apathique**. Le sentiment des gens est que **la division a déjà eu lieu**. Désengagement de la bande de Gaza, évacuation de ses colonies, construction de la barrière de sécurité : **le problème est résolu**, à notre grande satisfaction. Les colons mènent leur politique de colonisation, s'emparent de nouvelles terres, et font tout ce qu'il faut pour empêcher une solution. Eux aussi se satisfont d'un statu quo qui **s'appuie sur le Shin Bet et l'armée**. Cette **séparation de facto** ressemble aujourd'hui davantage à un apartheid politique qu'à un régime d'occupation, à cause de sa durée. L'un des côtés, déterminé par **l'appartenance nationale et non par la géographie**, jouit du droit **de choisir, de la liberté** de circulation et d'une économie en croissance. L'autre est **enfermé derrière des murs, ne jouit ni du droit de vote ni de la liberté de circuler, et ne peut pas planifier son avenir**. Le fossé économique s'élargit, et les Palestiniens voient avec envie **arriver les travailleurs immigrés roumains et chinois en Israël**. La **peur des attentats terroristes** a rendu **indésirable le travailleur palestinien**.

Récemment, il y a eu certaines informations concernant **une « amélioration » de l'occupation**. 16 points de passage entre la Cisjordanie et Israël sont aujourd'hui **contrôlés par des civils** et non plus par des militaires. En apparence, il s'agit d'un geste de normalisation, qui ressemble à ce qui se passe à une frontière internationale. Mais, dans ce cas précis, **il n'y a de pays que d'un seul côté**. En l'absence **d'une frontière mutuellement reconnue**, ce ne sont que **des frontières de sécurité dont Israël a décidé de manière unilatérale**. Et les soldats frustrés, voire effrayés, qui fouillaient chaque Palestinien, ont été **remplacés par des salariés recrutés par le ministère de la défense**.

Leur travail est de contrôler des gens qui disposent de permis : en d'autres termes, des gens à qui l'Administration civile, **selon les critères déterminés par le Shin Bet**, a accordé le droit de pénétrer en Israël. Les contrôles s'effectuent par **des techniques sophistiquées, quasiment sans contact humain, derrière des vitres à l'épreuve des balles**. Cette nouvelle méthode a soulagé les soldats israéliens d'un poids, mais en même temps, **elle crée une distance supplémentaire**. Le contact entre les soldats et les Palestiniens à ces passages, précisément à cause de leur caractère traumatisant, a conduit les Israéliens et les Palestiniens à rechercher une solution politique. Les histoires que racontaient les soldats rentrés chez eux ont nourri le débat public. Aujourd'hui, les soldats sont postés aux barrages routiers à l'intérieur de la Cisjordanie. Il y a moins de frictions, et moins de débat public.

Cette situation peut-elle se prolonger indéfiniment ? Moins les Israéliens verront l'occupation, plus elle sera facile à ignorer. En septembre, **33 Palestiniens** et un soldat israélien ont été tués lors d'opérations anti-terroristes ou par des Qassam. Seule une nouvelle Intifada, ou des tirs de Qassam depuis la Cisjordanie, nous rappellera de nouveau l'existence de l'occupation.

Sources [La Paix Maintenant](#)

3 octobre 2007

Traduction Gérard : [La Paix Maintenant](#)

---

---

## 2 Courrier des lecteurs & **trouvé sur le net** & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 2-1 Ziad Medoukh : Une situation dramatique à Gaza.

C'est difficile pour un Palestinien de Gaza qui a l'habitude de dénoncer les crimes de l'occupation contre son peuple, de décrire la situation actuelle dans la Bande de Gaza qui est devenue dramatique sur tous les niveaux

avec des conséquences très graves sur toute la population.

Gaza qui était toujours une ville résistante contre l'occupation israélienne et ses mesures est en train de vivre une division, une déchirure, et des affrontements entre frères et partis politiques palestiniens, mais surtout elle est en train de vivre un éloignement géographique et politique du reste de la Palestine et du reste du monde.

Pourquoi on est arrivé à cette situation à Gaza ? Qui est le responsable ? Le Fatah, le Hamas, l'occupation ou le peuple entier ? Notre Priorité était toujours notre combat et notre résistance contre l'occupation israélienne qui n'a pas réussi à changer en nous les Palestiniens notre volonté de continuer à espérer et à rêver d'un état palestinien libre et indépendant

Mais quand on trouve que la priorité de beaucoup de Palestiniens de Gaza est de se venger leurs morts tombés lors des affrontements inter palestiniens et non lors des bombardements et attaques israéliens, on a le droit de s'inquiéter, et quand on voit que beaucoup de Palestiniens ont commencé à oublier les bombardements et les attaques de l'armée israélienne contre Gaza pour parler des affrontements entre les partisans du Hamas et des autres partis politiques on a le droit de s'interroger pourquoi tout cela ?.

Quand on arrive à voir des voitures piégées qui s'explodent dans la ville de Gaza et des attentats contre des policiers palestiniens par des Palestiniens ou même des attaques et des arrestations qui visent des résistants et des militants palestiniens connus non par des soldats israéliens mais par des Palestiniens, on a le droit de désespérer.

A Gaza, la situation est devenue de plus en plus difficile, mais la tristesse et la déception des Palestiniens reviennent que nos valeurs nationales sont en train de tomber.

A Gaza il y a un sentiment de haine et de mépris entre les partisans de Hamas d'un part et les partisans des autres partis politique et en particulier le Fatah.

A Gaza, on assiste à l'assassinat de notre projet national par des mains palestiniennes

A Gaza il y a beaucoup d'événements qui montrent que la vie de plus d'un million et demi de la population est devenue très difficile sur tous les niveaux politique, économique et social:

Des pratiques antidémocratiques de la part des dirigeants du Hamas contre les opposants et contre la presse et la liberté d'expression comme les arrestations, la fermeture des journaux et des chaînes de radio appartiennent au Fatah et à la gauche palestinienne..

-Les prix sont flambés à cause de manque de produits et de marchandises dans les marchés et tout cela est lié à la fermeture des frontières par l'armée israélienne. Cette augmentation de prix ont aggravé la pauvreté de beaucoup de Gens à Gaza.

-Le blocus est imposé sur tous les passages qui relient la Bande de Gaza au monde extérieur.

-Le taux de chômage dépasse le 75 % de la population active dans la Bande de Gaza

-Plus de 80% des Palestiniens reçoivent des aides alimentaires distribués par les organisations humanitaires de Nations Unies

-Les enterrements de martyrs qui était souvent une occasion de regroupement de toutes les factions palestiniennes, on assiste à des enterrements consacrés pour certains partis politiques et seulement les membres de ces partis sont autorisés à les assister.

-Les tensions sont vives entre le Hamas et les autres partis palestiniens y compris les partis de résistance

-La libération de prisonniers était toujours une fête nationale qui regroupe tous les Palestiniens, mais quand Israël a libéré 30 prisonniers de Gaza, ils ont été accueillis par leurs familles et leurs partis politique seulement.

-Le Hamas dicte sa loi: fermeture des journaux et de radio de l'opposition comme le Fatah et la gauche, arrestation, assassinat, interdiction d'organiser des manifestations, représailles,

Des attentats contre les soldats de Hamas par des opposants voir des inconnus.

Malgré tous les critiques de l'ancienne autorité de Gaza, les manifestations n'ont jamais été interdites et la liberté d'expression a été assurée. La corruption au sein de l'autorité palestinienne n'autorise pas le Hamas à pratiquer le meurtre pour défendre son pouvoir et à prendre le contrôle de la bande de Gaza, -quelles que soient la corruption et l'anarchie pratiquées par l'appareil du Fatah au passé, - parce que la situation devient trop dangereuse pour être réglée d'une manière aussi insensée.

En général, les conditions de vie sont inhumaines à Gaza et le désespoir total règne à Gaza surtout chez les jeunes qui ont perdu la confiance en leur partis politiques et en l'avenir car ils pensent que ces partis politiques ont oublié la cause palestinienne pour réaliser leurs propres intérêts.

La seule perte à Gaza est la résistance, voire solidarité sociale et l'espoir

Une autre perte très importante, le recul de la cause palestinienne au niveau international, la solidarité internationale qui a participé à faire connaître notre cause partout dans le monde, les solidaires qui viennent pour manifester à Bilin, qui cueillent les olives dans les villages palestiniens nous sommes en train de les perdre à cause de l'égoïsme de nos responsables, on a besoin des décennies pour essayer de revenir cette solidarité presque perdue.

Les Palestiniens connus par leur détermination et leur force, sont devenus tellement déchirés. Ils sont devenus les victimes de leurs divisions devant l'absence et la complicité de la communauté internationale Mais malgré

toutes les difficultés, les mesures israéliens et la situation inter palestiniens, les Palestiniens n'abandonneront jamais leur lutte pour la Paix, car la Palestine est devant un grand projet pour la liberté et la paix.

Ziad Medoukh

---

## 2-2 Ficher Bernard : Non à la guerre annoncée !

Les pays du Proche et du Moyen Orient, de l'Afghanistan à la Syrie et la Palestine, en passant par l'Iran, l'Irak et les Émirats du Golfe, présentent un double intérêt : stratégique et économique (gaz, pétrole) ; ceci explique le projet du « Grand Moyen Orient » de l'Administration Bush : remodeler politiquement la région pour pouvoir contrôler ses richesses énergétiques.

Les récentes déclarations de Bernard Kouchner appelant à se « préparer au pire », à une « guerre » contre l'Iran, montrent à l'évidence que l'Etat français s'inscrit dans la même logique.

On veut nous faire croire qu'il s'agit d'une guerre des civilisations contre « l'axe du mal » pour justifier cette escalade guerrière et masquer les véritables enjeux. A entendre Nicolas Sarkozy, seul le nucléaire iranien serait un danger pour l'humanité, alors qu'Israël, les USA, la Russie et la France sont les plus grandes puissances nucléaires du monde.

On nous a menti pour l'Irak, on nous ment aujourd'hui sur la nécessité d'une « guerre préventive » contre l'Iran et la Syrie. Cette agression aurait des conséquences dévastatrices pour les peuples de la région et la paix mondiale. La tragédie que vivent actuellement les peuples d'Irak, d'Afghanistan et de Palestine, provoquée au nom d'une prétendue « guerre contre le terrorisme », en est la terrible illustration.

**Ne les laissons pas faire. Mobilisons-nous pour dire**

**NON À L'ESCALADE GUERRIÈRE !**

Exigeons :

- > la levée des sanctions contre Gaza
- > la fin de l'occupation et de la colonisation des territoires palestiniens
- > le retrait des troupes d'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan
- > un processus mondial de désarmement nucléaire
- > le respect du droit à l'autodétermination des peuples.

Le Collectif Nancéien contre la Guerre et pour une Paix Juste et Durable au Proche et Moyen Orient appelle à un

*Rassemblement Place Maginot*

Samedi 13 octobre à 15 heures

Ficher Bernard

---

## 2-3 Stop The Wall : L'Apartheid israélien ne doit pas être récompensé par l'OCDE.

De toute façon, il faut que les Sionistes s'infiltrent dans toutes les organisations. Surtout celles où ils pourront retirer de la monnaie. Depuis des millénaires, l'or les taraude. Et c'est bien sûr aussi le cas pour l'OCDE. Vous pourrez consulter le [dossier ICI](#)... avec à la page 24 et 37 deux chapitres intitulés Human Rights... Ils n'ont pas dû rire en écrivant ce qui suit... sûr qu'ils ont bien dû ricaner du bon tour joué, une fois de plus... notamment au passage où tous les citoyens sont traités sans distinction de culture, de race ni de religion...

*Israel is a democratic state with associated political rights, respect for the rule of law, and a flourishing civil society. Israel's commitment to human rights has been part of its credo and ethic since long before the actual establishment of the State in 1948. Indeed, the principles of fundamental human rights find expression in Israel's Declaration of Independence, adopted on May 14, 1948, in the following words: "It [The State of Israel] will rest upon foundations of liberty, justice and peace as envisioned by the Prophets of Israel. It will maintain complete equality of Human rights social and political rights for all its citizens, without distinction of creed, race or sex. It will guarantee freedom of religion and conscience, of language, education and culture. It will safeguard the Holy Places of all religions. It will be loyal to the principles of the United Nations Charter."*

02 Octobre 2007

[Participer à la Campagne : "NON à l'entrée d'Israël dans l'OCDE"](#)

Le 16 mai 2007, l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) a officiellement invité Israël à devenir l'un de ses membres.

Cependant, en tant que Palestiniens, nous remettons en cause cette invitation pendant qu'Israël agit clairement en violation de certains des principes de base de l'OCDE.

*Schéma ci-dessus : Accords bilatéraux d'Israël [6] - Données d'après les chiffres du gouvernement israélien, comparés à des sources secondaires. Analyse : Stop the Wall*

Suite aux Accords d'Oslo de 1994, une partie des bénéfices pour Israël a été un accroissement des accords bilatéraux internationaux, une meilleure intégration dans l'Union Européenne (UE) et dans l'OTAN en particulier, et le début d'une participation aux activités de l'OCDE.

Les institutions internationales ont tiré profit du climat post-Oslo pour former des alliances économiques et stratégiques avec Israël qui s'est retranché dans l'occupation, aliénant les Palestiniens de leur terre et de leurs droits.

Depuis 1994, l'attitude de plus en plus amicale envers Israël est en contraste absolu avec l'escalade de la colonisation israélienne de la Palestine, sous laquelle les Palestiniens sont éclatés dans 5 Bantustans murés et soumis à des abus quotidiens des droits de l'homme et à des confiscations de terre.

L'OCDE proclame être basée sur le "*respect des droits de l'homme*", sur l'observation des objectifs de l'ONU et "*les valeurs de base du [...] pluralisme démocratique*", pourtant l'invitation dans ses rangs faite à Israël démontre la détermination des institutions internationales à ignorer les violations israéliennes des règles internationales au profit de la poursuite d'intérêts coloniaux.

Si les Etats Membres de l'OCDE étaient sérieux au sujet du respect de leurs engagements déclarés sur le pluralisme démocratique et les droits de l'homme, ils devraient modifier cette tendance et refuser l'entrée d'Apartheid Israël dans l'organisation.

### **Le chemin de la normalisation**

La création d'Israël a nécessité la destruction de 513 villes et villages palestiniens et l'exode forcé de plus de 750.000 Palestiniens de leurs terres.

Depuis ses débuts, l'occupation a fait face à une critique mondiale. Depuis 1948, une grande partie des Etats du Sud étaient peu disposés à entrer en relation avec Israël, soit pour protester contre l'injustice imposée aux Palestiniens par l'établissement d'un nouvel état colonial sur leur terre, soit parce qu'ils ont eu peur du boycott efficace de la Ligue Arabe.

Israël a également eu des difficultés à conclure des accords multilatéraux. Son admission à l'ONU a été fortement contestée et conditionnée à sa reconnaissance du droit au retour des réfugiés palestiniens.

Non seulement les réfugiés ne peuvent toujours pas rentrer dans leurs maisons, mais Israël n'a pas cessé d'ajouter plus de crimes par son expansionisme implacable et l'occupation de la Cisjordanie, de Gaza et des Hauteurs du Golan syriens en 1967.

La base idéologique raciste de l'Etat juif a fait face à une permanente condamnation internationale :

En 1975, l'Assemblée générale de l'ONU a voté la résolution 3379 déclarant que le Sionisme était une forme de racisme. [1]

Le processus d'Oslo a vu un effondrement dans la pression internationale sur Israël au profit de la Palestine. À la suite de la conférence de Madrid en 1991, l'ONU a retiré la résolution 3379, sans publier aucune explication officielle. [2]

En 1993, l'Organisation de Libération de la Palestine a accepté de reporter des questions comprenant "Jérusalem, les réfugiés (et) les colonies" à des négociations de statut final [3] tandis que l'établissement de l'ANP liait inextricablement une grande partie de la direction politique palestinienne aux autorités de l'occupation.

Ces initiatives ont donné à de nombreux pays le feu vert pour mettre de côté leurs engagements à faire respecter les droits des Palestiniens en faveur des bénéfices récoltés par l'établissement de relations avec Israël.

### **La poussée d'Oslo vers des accords bilatéraux**

Oslo a ouvert la voie de la normalisation d'Israël au niveau mondial, au moment où Israël avait désespérément besoin de lui pour la restructuration de son économie.

Le résultat de la normalisation a été une multiplication par six de l'investissement étranger direct, soit un bond de 686 millions de dollars à environ 3.6 milliards de dollars . [4]

En 1994, le PIB d'Israël a augmenté de 6.8% et ses exportations de 12.6%. [5]

On peut observer la récompense d'Israël pour le faux processus d'Oslo dans l'accélération soudaine de l'activité diplomatique réussie autour de la période des Accords d'Oslo en 1994.

En particulier, **la période d'Oslo a également vu pour la première fois une coopération bilatérale sérieuse avec l'Union Européenne**. En 1995, Israël est devenu un membre de la nouvelle Association Euro-Méditerranéenne. [7]

Il a signé l'Accord d'Association avec l'Union Européenne à Bruxelles le 20 novembre 1995, avec une entrée en vigueur des aspects commerciaux en 1996. [8]

Cet accord forme la base juridique des relations entre l'UE et Israël, et inclut des dispositions pour le dialogue et la coopération entre Israël et l'Union Européenne. [9]

Il a été suivi d'un accord qui est entré en vigueur en janvier 2004, autorisant la majeure partie du commerce agricole entre Israël et l'Union Européenne. [10]

Israël est maintenant un acteur principal dans la "politique de voisinage" de l'UE, en dépit des larges campagnes de la société civile pour mettre fin aux accords entre l'UE et Israël et des preuves accablantes démontrant qu'Israël est en violation de ses engagements concernant les droits de l'homme aux termes de ces accords, et que plus de coopération risque en fait d'empirer la situation, ébranlant "l'élément essentiel" déclaré des relations extérieures de l'UE. [11]

### **La période d'Oslo a également vu l'instauration de relations officielles avec l'OTAN.**

En décembre 1994, l'OTAN a lancé son Dialogue Méditerranéen, conçu pour mettre l'organisation en contact plus étroit avec les "sept partenaires méditerranéens", dont Israël, et pour renforcer leur capacité à dominer et à contrôler le monde arabe sous le prétexte de la "guerre contre le terrorisme" qui sera provoquée quelques années plus tard.

L'OTAN a accepté un "*partage efficace des renseignements*", "une coopération maritime" et une "*sécurité des frontières*" [12] et en avril 2001, alors qu'Israël engageait sa répression brutale du deuxième Intifada, Israël est devenu le premier pays du Dialogue Méditerranéen à signer un programme individuel de coopération avec l'OTAN, pour la protection d'informations secrètes pour "des besoins de sécurité". [13]

La relation entre Israël et l'OTAN a continué à se renforcer avec des exercices militaires communs, une augmentation du partage des informations et des manifestations très publiques de soutien, y compris l'invitation d'**Amir Peretz**, responsable de l'attaque israélienne contre le Liban, à l'OTAN en janvier 2007. [14]

L'OTAN apprécie clairement l'expertise israélienne dans l'occupation et la répression du mouvement de résistance populaire palestinien. [15]

De plus, comme c'est un accord bilatéral, Israël tire bénéfice de son association avec la puissance militaire prépondérante sans les contraintes du multilatéralisme.

Israël a également commencé à participer aux activités de l'OCDE en 1996. Il est maintenant membre ou observateur dans plus de cinquante comités, groupes de travail, réseaux et commissions de l'OCDE.

La contribution stratégique d'Israël à l'OCDE rend aveugle les pays membres non seulement en ce qui concerne les droits de l'homme et le droit international, mais également au sujet de leurs propres déclarations sur "l'éthique économique".

Bien que l'on puisse douter de la contribution "au bien-être général de la population" des économies d'autres pays membres et demandeurs, quelques pays se moquent vraiment ouvertement de ce précepte comme Israël, qui scinde les avantages économiques strictement sur des bases religieuses et racistes : au profit seulement des juifs.

Les Palestiniens avec la citoyenneté israélienne sont le secteur le plus pauvre de la société et le plus mal équipé en services sociaux ; Les Palestiniens en Cisjordanie et le Gaza sont systématiquement affamés et privés de leurs droits fondamentaux ; Les réfugiés palestiniens sont dépouillés de tout ce qu'ils possédaient.

Le principe de l'OCDE qu'une "coopération plus large constituera une contribution essentielle à des relations pacifiques et harmonieuses entre les peuples" est en totale opposition à la guerre économique de l'Apartheid d'Israël.

L'occupation illégale israélienne et le système résultant du bouclage, du siège et de la ghettoisation ont rendu impossibles le déplacement des marchandises et ruiné l'économie palestinienne : sa politique est clairement incompatible avec l'affirmation de l'OCDE que ses membres devraient "*contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique*" ; et "*poursuivre leurs efforts en vue de réduire ou de supprimer les obstacles aux échanges de biens et de services, ainsi qu'aux paiements courants.*"

L'augmentation des accords internationaux et l'amélioration des relations pendant ou au lendemain immédiat des Accords d'Oslo n'est pas une coïncidence.

Pour les gouvernements et les institutions internationales, le "processus de paix" a agi comme outil pour justifier une augmentation des engagements avec Israël, malgré l'escalade des attaques contre les vies, les maisons et la terre des Palestiniens, a peint l'encre sèche sur les Accords d'Oslo, ce qui démontrait le véritable agenda du régime pour la Palestine.

Ni le début du deuxième Intifada ni l'avis consultatif de la Cour Internationale de Justice prononcé en 2004 n'ont arrêté cette dynamique.

La cour a déclaré illégaux le Mur et la politique de colonisation d'Israël, elle a déconseillé à la communauté internationale de soutenir le mur et le régime illégal qu'il crée et a réclamé des mesures appropriées pour arrêter la violation de la IV Convention de Genève par Israël.

Cependant, le cynisme des institutions internationales persiste à ce jour, comme l'incarne la décision de l'OCDE d'inviter Apartheid Israël à faire une demande d'adhésion. Ignorer les crimes et les abus afin de maintenir une

alliance stratégique et économique devient de plus en plus important pour le maintien de l'approche néo-coloniale.

Le processus d'Oslo est maintenant largement présenté comme une farce, ce qui rend nécessaire de nouvelles approches pour maintenir l'illusion d'un "processus de paix" ; en particulier la Feuille de Route, une augmentation des réunions bilatérales entre Olmert et Abbas ; l'Initiative de Paix Arabe et plus récemment la Conférence Internationale de Paix réclamée par George Bush.

Les résultats ont été le maintien d'Israël dans les rangs de la communauté internationale, et un camouflage pour une augmentation de la coopération avec Israël.

L'Autorité Palestinienne, le soi-disant "partenaire pour la paix", est un participant volontaire dans cette parodie tandis que les confiscations de terre et les abus des droits de l'homme s'intensifient en Palestine.

#### Implications de l'invitation d'Israël à entrer dans l'OCDE

Inviter Israël à rejoindre l'**OCDE** marquera un nouveau chapitre dans l'engagement israélien avec les institutions internationales : un nouvel accord multilatéral important cimentant les accords bilatéraux déjà en place avec l'UE et différentes nations.

Israël voit son accession à l'OCDE comme une étape importante dans son intégration à l'économie globale. Plus d'intégration augmentera l'influence d'Israël dans les processus décisionnels mondiaux et perpétuera le mythe qu'Israël est une économie internationale légitime et respectable établie selon des principes de respect envers la démocratie, les droits de l'homme et le droit international.

Certains diront que l'entrée d'Israël dans l'OCDE pourrait provoquer une amélioration de son approche en Palestine. C'est un rêve.

Israël est membre de l'ONU depuis 1949, et cela n'a mené à aucune amélioration dans sa collaboration avec les 69 résolutions ou principes de l'ONU, ni à aucune réduction de sa politique d'occupation et d'Apartheid envers les Palestiniens.

Son engagement avec l'Union Européenne n'a pas eu non plus de répercussions dans les relations entre l'Union Européenne et Israël, malgré les campagnes incessantes de la société civile européenne contre l'accord de libre-échange entre Israël et l'Union Européenne, répétées dans les rapports fortement critiques du Bilan Annuel sur les droits de l'homme.

Dans d'autres cas, Israël explique que la situation en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza n'a pas à être soumise à l'institution internationale sur les droits de l'homme ou sur d'autres questions. [16]

Son approche à l'OCDE ne devrait pas être différente : nulle part dans son document "Israël : Prêt pour l'OCDE", il mentionne la Palestine. [17]

Quand toute autre forme d'engagement a tellement visiblement échoué comme dans le cas d'Apartheid Israël, la société civile mondiale doit souscrire à l'appel pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions contre Israël. Tandis que la société civile en Occident a l'occasion de commencer une nouvelle ère de pression internationale pour les droits des Palestiniens, celles du Sud doivent regarder seulement deux décennies en arrière pour trouver encore les principes et les outils d'une solidarité efficace avec la Palestine.

L'OCDE doit être tenue pour responsable. Il n'est pas suffisant de proclamer une conviction dans la démocratie plurielle et les droits de l'homme tout en faisant une invitation à Israël qui piétine les vies des Palestiniens, marche sur les droits démocratiques et se moque des accords internationaux.

**L'accession d'Israël à l'OCDE doit être empêchée.**

#### Participer à la Campagne : "NON à l'entrée d'Israël dans l'OCDE"

##### **NOTES**

[1] Résolution 3379 de l'Assemblée Générale des Nations-Unies: 10 Novembre 1975

[2] Assemblée Générale des Nations-Unies, 74ème reunion plénière. Elimination du racisme et de la discrimination raciale, 16 Decembre 1991

[3] Déclaration de Principes sur des Accords intérimaires d'auto-gouvernement (13 Septembre 1993) Accord Intérimaire sur la Cisjordanie et la bande de Gaza (28 Septembre 1995)

[4] G. Feiler, From boycott to economic cooperation: The Political Economy of the Arab Boycott of Israel (London: Frank Cass, London), p. 287. (D'un Boycott à une Coopération Economique : L'Economie Politique du Boycott Arabe d'Israël)

[5] Op cit. Feiler, p. 255.

[6] Gouvernement d'Israël, Accord bilatéraux d'Israël, disponible sur [www.israel-mfa.gov.il/MFA/Treaties/](http://www.israel-mfa.gov.il/MFA/Treaties/) (accessible le 13 Août 2008).

Notez que ces données sont sous forme globale et qu'elles ne font pas la différence entre les accords bilatéraux relativement mineurs (par exemple les transmissions de radio-amateur) et les accords significatifs sur la coopération militaire ou commerciale.

Cela donne cependant une forte illustration de l'accélération dans l'activité diplomatique au cours de la période 1993-1999

[7] UE, Feuille de Travail de l'Equipe de la Commission : Politique Européenne de voisinage : Rapport par pays - Israël (12 mai 2004)

[8] Délégation de la Commission Européenne en Israël, L'Union Européenne et Israël: Une Histoire d'Interdépendance et de Coopération, (droits d'accès le 13 Août 2008)

[9] Op cit. UE, Feuille de Travail de l'Equipe de la Commission

[10] Op cit. UE, Feuille de Travail de l'Equipe de la Commission

[11] **Le Troisième Bilan Annuel des droits de l'homme dans les relations entre l'Union Européenne et Israël constate que :** "Le Bilan envisage la possibilité que la pratique de l'UE consistant à tolérer l'application, illégale au regard du droit international, par Israël de ses obligations contractuelles privilégiées se poursuive dans le cadre de la PEV."

"Aborder l'application de ce principe de conditionnalité de manière trop accommodante aurait pour conséquence une socialisation négative..

Le Bilan affirme que lorsque les obligations internationales en cause sont tenues pour essentielles à la protection et la réalisation des droits de l'Homme fondamentaux, on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'une telle socialisation négative contribue à accroître la probabilité, la fréquence et la gravité des atteintes aux droits de l'Homme.

Ce faisant, l'UE faillirait à son obligation de se conformer elle-même à l'"élément essentiel" de ses relations extérieures, qui doivent "reposer sur le respect des droits de l'Homme" et doivent aussi promouvoir leur respect dans les pays tiers.

### **Troisième Bilan Annuel des Droits de l'Homme dans les Relations UE-Israël. Les accommodements au cas "spécial" d'Israël 2005-2006**

Le soutien à cette opinion a émané de certains milieux étonnants, y compris **de la Commission d'enquête parlementaire sur le développement international au Royaume-Uni**, une institution parlementaire influente qui, en février 2007, a recommandé que le gouvernement britannique demande la suspension de l'Accord d'Association commercial entre l'Union Européenne et Israël jusqu'à ce qu'il agisse en conformité avec ses engagements aux termes du traité.

La Commission a déclaré : *Il y a une incohérence dans le fait de permettre à Israël de continuer à tirer bénéfice d'un type d'accord alors qu'Israël empêche les Palestiniens d'en bénéficier. Le dialogue permanent avec Israël est certainement nécessaire mais l'Accord d'Association apparaît comme un consentement tacite aux restrictions aux déplacements et à l'accès qu'Israël impose aux Palestiniens.*

*Le Royaume-Uni devrait inviter l'Union Européenne à utiliser l'Accord d'Association avec Israël comme un levier pour le changement et envisager de suspendre l'accord jusqu'à ce qu'il y ait d'autres améliorations dans les dispositions pour les droits de passage."*

Comité au Développement International de la Chambre des Communes. Aide au Développement et les Territoires palestiniens Occupés : Réponse du gouvernement au 4ème rapport du Comité de la Session 2006-07 (27 Mars 2007),

[12] OTAN, "L'OTAN célèbre de 10ème anniversaire du Dialogue Méditerranéen" (12 Decembre 2004)

[13] OTAN, "Israël signe un accord sur la sécurité avec l'OTAN" (24 Avril 2001),

[14] BBC, "Partenariat OTAN-Israel renforcé" (24 Février 2005),

OTAN, "Des bateaux de l'OTAN se rendent à Elat, Israel" (21 Mars 2005),

Jerusalem Post, "Des soldats de l'IDF s'entraînent pour la première fois avec l'OTAN" (22 juillet 2005)

OTAN, "Visite à l'OTAN du Ministre israélien de la Défense" (31 Janvier 2007),

[15] Selon l'OTAN, la contribution israélienne "... couvre de nombreux domaines d'intérêt commun, tels que la lutte contre le terrorisme et des exercices militaires communs, où l'expertise israélienne est très appréciée." - OTAN, Conférence publique de diplomatie de l'OTAN en Israel (23 octobre 2006)

[16] En 2007, dans leurs soumissions au Comité de l'ONU sur l'élimination de la discrimination raciale, ils ont refusé de faire référence à ces territoires, bien qu'ils aient été invités à le faire par le Comité des Nations Unies sur l'Elimination de la Discrimination Raciale, du 19 février au 9 mars 2007, **CERD/C/ISR/CO/13**

[17] Demande d'Israel à l'OCDE, Israel : Prêt pour l'OCDE

[www.oecd.gov.il/Oecd\\_docs/book1\\_all.pdf](http://www.oecd.gov.il/Oecd_docs/book1_all.pdf)

Source : <http://stopthewall.org/>

Traduction : MG pour ISM

Sources ISM

Posté par Adriana Evangelizt

Mardi 02 Octobre 2007

---

## **2-4 Comité pour l'exercice des droits inaliénables : Le droit inaliénable du Peuple Palestinien**

Les droits inaliénables du Peuple Palestinien où sont-ils ?

Et que sont-ils devenus ?

Relire le plan de partage de novembre 1947, in mémoriam.

Quand on voit sur tous les sites sionistes qu'ils vont fêter les 60 ans de leur état alors que plus de la moitié a été volé aux Palestiniens, on peut vous dire que les vrais Juifs ne participeront pas à cet anniversaire qui nous fait honte. C'est vers le Peuple Palestinien qu'iront nos pensées.

Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a adopté, ce matin, son rapport annuel qu'il transmettra à l'Assemblée générale. Par ce document, il appelle **notamment Israël à mettre fin à son occupation militaire** et se prononce en faveur du rétablissement de la situation dans la bande de Gaza telle qu'elle existait avant les événements du mois de juin dernier.

Ce rapport, dont le projet a été présenté par M. Saviour F. Borg (Malte), couvre les activités du Comité depuis le 4 octobre 2006, et contient ses conclusions et recommandations à l'attention de l'Assemblée générale.

Le Comité souligne ainsi que l'occupation, désormais dans sa quarante et unième année, est la cause du conflit israélo-palestinien, et que la poursuite des fermetures, le bouclage de la bande de Gaza, les incursions israéliennes dans les centres de population palestiniens, le système humiliant des points de contrôle à travers la Cisjordanie ont eu les effets les plus destructeurs sur la vie des Palestiniens et ont provoqué des dysfonctionnements au sein de l'Autorité palestinienne.

Le Comité en appelle à Israël pour mettre fin à son occupation militaire dans les territoires palestiniens et cesser toutes les autres mesures qui sapent les institutions palestiniennes. Il condamne vigoureusement les assassinats de civils innocents commis de chaque côté. Il dénonce les attaques à la roquette contre Israël et appelle les groupes palestiniens armés à cesser leurs activités. De même, il s'oppose fermement à l'extension des colonies en Cisjordanie, ainsi qu'aux efforts visant à achever la construction par Israël du mur de séparation.

En outre, le Comité appelle la direction palestinienne, les responsables de toutes les factions et l'ensemble des Palestiniens à soutenir le Président Abbas, son gouvernement et toutes les institutions démocratiquement élues et à résoudre leurs divergences politiques par des moyens pacifiques. Il appelle à un rétablissement de la situation dans la bande de Gaza telle qu'elle existait avant les événements du mois de juin dernier et à des mesures en vue de préserver l'unité territoriale et l'intégrité du territoire palestinien, y compris Jérusalem-Est.

Enfin, le Comité assure que seule une solution négociée permettra de parvenir à l'objectif d'un règlement complet, juste et durable de la question palestinienne par la mise en place de deux États, Israël et la Palestine, à partir des frontières de 1967.

Par ailleurs, le Président du Comité, M. Paul Badji (Sénégal), a dressé un bref exposé des activités du Comité depuis sa dernière réunion, le 17 septembre. Il a ainsi mentionné le communiqué du Bureau du Comité sur la décision d'Israël de déclarer la bande de Gaza « territoire hostile »\*\* et d'appliquer à ce territoire des sanctions supplémentaires visant à y restreindre la livraison de divers biens et la fourniture de carburant et d'électricité. Cette décision constitue une violation du droit international et une nouvelle forme de châtiment collectif du peuple palestinien, a affirmé M. Badji.

Le Président du Comité est également revenu sur la réunion des responsables du Quatuor, le 23 septembre, au Siège des Nations Unies à New York, au cours de laquelle ceux-ci ont exprimé **leur ferme soutien aux pourparlers bilatéraux entre le Premier Ministre israélien, M. Ehoud Olmert**, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas. Il a ajouté que le Quatuor s'était déclaré favorable à la réunion internationale sur la paix israélo-palestinienne, dont l'idée a été lancée par le Président américain, M. George Bush.

De son côté, l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'ONU, M. Riyad Mansour, a déploré le fait qu'aucune amélioration significative n'ait été constatée sur la situation des Palestiniens dans les territoires occupés, depuis la dernière réunion du Comité. Le nombre de barrages routiers en Cisjordanie a augmenté, passant de 550 à 560, a-t-il dit, indiquant par ailleurs que la libération par Israël de 86 prisonniers palestiniens représentait peu en comparaison avec les 11 000 encore détenus. Il a également appelé le Comité à tout faire pour empêcher Israël d'appliquer sa décision, qu'il a jugée illégale, de décréter Gaza « territoire hostile ».

M. Mansour a souligné le contraste entre l'optimisme prudent suscité par la forte activité diplomatique, tant à New York, en marge de l'Assemblée générale, que dans la région, et **l'absence de tout changement sur le terrain**. Il s'est félicité des précisions fournies ces derniers jours sur la conférence convoquée par les États-Unis: elle aura lieu en dehors de Washington, le 15 novembre ou dans les deux semaines qui suivent. Une trentaine de pays ont été invités, dont les 12 pays arabes membres du Comité de suivi ministériel arabe, dont la Syrie et le Liban, conformément, a-t-il noté, au souhait de la Palestine que tous les pays affectés par le conflit y soient associés. Il a salué également l'invitation adressée aux pays du G-8, au Quatuor, aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité, ainsi qu'à certains pays musulmans dont le rôle est crucial. La réunion, a-t-il dit, prend les contours d'une conférence internationale avec la participation des parties au conflit, des parties régionales et des pays importants sur la scène internationale.

Concernant le contenu de la conférence, M. Mansour a souhaité qu'elle aborde les sujets de fond. L'objectif de l'Autorité palestinienne, a-t-il indiqué, est d'aboutir à un document cadre concret sur le statut final, portant sur six chapitres: **Jérusalem, les frontières, les réfugiés, les implantations, l'eau et la sécurité**. Il a demandé aux membres du Comité d'aider Israéliens et Palestiniens à parvenir à un document clair et utile qui, a-t-il ajouté, pourrait être avalisé par la conférence internationale et servir de prélude à l'ouverture de négociations sur un traité de paix final, dont il a souhaité qu'elles se déroulent selon un calendrier précis, si possible dans un délai de six mois. La tâche colossale et l'échec n'était pas envisageable, a-t-il conclu, tout en rejetant par avance une déclaration trop vague.



Le Vice Président du Comité, M. Malmierca Díaz (Cuba), a déploré, pour sa part, l'aggravation, ces 12 derniers mois, du sort des Palestiniens dans les territoires occupés y compris Jérusalem-Est. Il a regretté que le Gouvernement palestinien d'union nationale après l'Accord de La Mecque n'ait pas survécu aux événements de Gaza. Il a estimé que la priorité devait être donnée au dialogue inter-palestinien, en appelant toutes les factions palestiniennes à soutenir le Président Mahmoud Abbas.

Enfin, le Président du Comité a rappelé que la réunion spéciale sur la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien aura lieu le jeudi 19 novembre 2007, dans la salle du Conseil de tutelle, de 10 h 30 à 13 heures.

\* *Projet de rapport publié sous la cote **A/AC.183/2007/CRP.2***

\*\* *Communiqué de presse publié sous la cote **AG/PAL/1064***

### **Sources ONU**

Posté par Adriana Evangelizt

---

## 2-5 Yoav Stern : Sept ans après les heurts sanglants d'octobre, aucun policier n'a comparu.

Il y a sept ans, en cette époque de l'année, le pays était agité. Dans les Territoires, des émeutes avaient commencé et des heurts sanglants avaient lieu entre d'une part des habitants palestiniens et la police palestinienne et, d'autre part, des citoyens israéliens et les forces de sécurité, dans ce qui ouvrait les plus de quatre années sanglantes de la seconde Intifada. A l'intérieur d'Israël, on en était au plus fort des affrontements entre manifestants et forces de police lesquelles tuèrent, finalement, 13 manifestants arabes et un citoyen juif, outre les nombreux blessés.

Un certain nombre d'actes d'accusation furent délivrés d'une manière décisive après les événements. Tous à l'encontre de citoyens arabes. Des actes d'accusation furent dressés contre des habitants de Jisser A-Zarka pour leur participation au jet d'une pierre sur la voiture d'un citoyen juif qui circulait sur la route côtière. D'autres le furent contre un homme de Sahnin dont le fils avait été tué et qui avait agressé un policier impliqué dans l'incident au cours duquel son fils avait été tué, ainsi que contre des centaines de jeunes gens qui avaient pris part aux manifestations d'octobre 2000. Dans aucun des cas, un acte d'accusation n'a été délivré contre un membre des forces de sécurité impliqué dans des tirs ou ayant donné l'ordre d'ouvrir le feu sur les citoyens arabes d'Israël. Le centre « Adalah » qui représente les familles des Arabes tués alors, accuse les instances judiciaires de faire la preuve, par leur attitude dans cette affaire, de ce qu'il s'agit d'instances judiciaires colonialistes. Pourquoi ? Parce que ces instances se comportent différemment avec les « autochtones », par opposition à l'attention qu'elles manifestent pour les colonialistes qui sont, dans cette comparaison, les Juifs israéliens.

« La caractéristique dominante de la justice coloniale est l'existence, pour la mise en vigueur de la loi, de deux instances différentes qui expriment à la fois le contrôle exercé sur les autochtones et leur statut de citoyens inférieurs », lit-on dans la lettre de diffusion mensuelle de l'organisation. On peut encore y lire : « Nous n'espérons pas de conclusions équitables. Celui qui au bout de sept ans n'a rien fait contre les criminels, veillera à ce que ses conclusions justifient, essentiellement, ses propres omissions ainsi que celles de tout le système d'application de la loi ».

Le Ministère de la Justice faisait savoir dernièrement à « Haaretz » que l'examen des dossiers d'octobre 2000 se poursuivait et que le conseiller juridique du gouvernement présidait de nombreuses discussions à ce sujet. « Les discussions sur les différents dossiers ne sont pas encore terminées et nous nous efforçons de faire avancer la question autant qu'il est possible en la circonstance », nous a-t-on communiqué.

*(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)*

04 Octobre 2007

[www.haaretz.co.il/hasite/spages/909534.html](http://www.haaretz.co.il/hasite/spages/909534.html)

---

## **3 Annexe Géopolitique et stratégie**

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### **3-1 Tayeb Belghiche : La désintégration du monde arabe ? Le grand complot !**

*Excellent article. Où l'on voit la prostitution des dirigeants arabes tant au Sionisme qu'à la clique bushienne.*

*Le partage de l'Irak n'a été décrié que par le Yémen. Ils se taisent tous, ces lâches. Et pour bien se persuader que c'est bien le Sionisme International qui régentent le monde et le façonne à sa manière, il n'y a qu'à relire la*

stratégie sioniste que nous avons posé sur un autre site en son temps pour comprendre le machiavélisme de cette idéologie qui détruit tout au profit d'Israël. En n'oubliant pas que ces plans ont été tirés sur la comète en 1982, voici une entrée en matière sur le démantèlement du Moyen-Orient...

Adriana Evangelizt

"La décomposition du Liban en cinq provinces préfigure le sort qui attend le monde arabe tout entier, y compris l'Égypte, la Syrie, l'Irak et toute la péninsule arabe ; au Liban, c'est déjà un fait accompli. La désintégration de la Syrie et de l'Irak en provinces ethniquement ou religieusement homogènes, comme au Liban, est l'objectif prioritaire d'Israël, à long terme, sur son front est ; à court terme, l'objectif est la dissolution militaire de ces États."

Mais, notons surtout qu'actuellement tout s'agence comme ils l'ont souhaité en 1982. Le fait que le Congrès ait approuvé le démantèlement de l'Irak sans états d'âme prouve aussi combien l'infiltration sioniste dans les hautes sphères étatsunien n'est pas une légende... voilà ce que les sionistes entrevoyaient pour l'Irak à l'époque...

"L'Irak, pays à la fois riche en pétrole, et en proie à de graves dissensions internes, est un terrain de choix pour l'action d'Israël. Le démantèlement de ce pays nous importe plus encore que celui de la Syrie. L'Irak est plus fort que la Syrie ; à court terme, le pouvoir irakien est celui qui menace le plus la sécurité Israël. Une guerre entre l'Irak et la Syrie ou entre l'Irak et l'Iran désintégrera l'État irakien avant même qu'il ne puisse se préparer à une lutte contre nous. Tout conflit à l'intérieur du monde arabe nous est bénéfique à court terme et précipite le moment où l'Irak se divisera en fonction de ses communautés religieuses, comme la Syrie et le Liban. En Irak, une distribution en provinces, selon les ethnies et les religions, peut se faire de la même manière qu'en Syrie du temps de la domination ottomane. Trois États –ou davantage- se constitueront autour des trois villes principales : Bassorah, Bagdad et Mossoul ; et les régions chiites du sud se sépareront des sunnites et des kurdes du Nord. L'actuel conflit irano-irakien peut radicaliser cette polarisation."

Voilà ce qu'ils disent à propos de la Jordanie et de la "déportation" des populations... "La Jordanie ne peut plus survivre longtemps dans la structure actuelle et, la tactique d'Israël soit militaire, soit diplomatique, doit viser à liquider le régime jordanien et à transférer le pouvoir à la majorité palestinienne. Ce changement de régime en Jordanie résoudra le problème des territoires cisjordanien à forte population arabe ; par la guerre ou par les conditions de paix, il devra y avoir déportation des populations de ces territoires, et un strict contrôle économique et démographique – seuls garants d'une complète transformation de la Cisjordanie comme de la Transjordanie. A nous de tout faire pour accélérer ce processus et le faire aboutir dans un proche avenir."

Quand on vous dit qu'il n'y aura jamais de Palestine parce que ces machiavéliques convoitent la Cisjordanie, voilà ce qu'ils disent sur le sujet... ce n'est même pas la peine que Abbas perde son temps à rencontrer Olmert. Ni même qu'il aille à la mascarade de conférence aux États-Unis... "Il faut rejeter le plan d'autonomie et toute proposition de compromis, de partage des territoires ; étant donné les projets de l'OLP et des arabes israéliens eux-mêmes (voir le plan de Shefar'ham) il n'est plus possible de laisser se perpétuer ici la situation actuelle sans séparer les deux nations : les Arabes en Jordanie et les juifs en Cisjordanie. Il n'y aura de véritable coexistence pacifique dans ce pays que lorsque les arabes auront compris qu'ils ne connaîtront ni existence ni sécurité qu'une fois établie la domination juive du Jourdain jusqu'à la mer. Ils n'auront une nation propre et la sécurité qu'en Jordanie."

Le grand Eretz Israël est bien leur seule ambition... "Quelle que soit la situation politique ou la situation militaire dans l'avenir, il faut qu'il soit clair que le problème des Arabes autochtones ne recevra de solution que lorsqu'ils reconnaîtront que la présence d'Israël dans les zones de sécurité jusqu'au Jourdain indirectement et au-delà constitue pour nous une nécessité vitale, dans l'ère nucléaire que nous allons vivre maintenant. Nous ne pouvons plus vivre avec trois-quart de la population juive concentrée dans une zone côtière, particulièrement vulnérable à l'âge nucléaire."

Il est facile alors de comprendre pourquoi les Palestiniens sont sans arrêt harcelés, humiliés, assassinés... "Il faut désormais disperser les populations, c'est un impératif stratégique. Faute de cela, nous ne pouvons survivre, quelles que soient les frontières. La Judée, la Samarie, la Galilée sont nos seules garanties d'existence nationale et si nous ne nous implantons pas de façon à être majoritaires dans les zones montagneuses, nous ne gouverneront pas le pays ; nous y vivrons comme les croisés, qui perdirent ce pays – un pays d'ailleurs qui n'était pas le leur, dans lequel ils étaient des étrangers. Notre but premier, le plus essentiel aujourd'hui est de rééquilibrer le pays sous le triple aspect démographique, stratégique et économique. Il faut coloniser tout le versant de la montagne qui s'étend depuis Birsheba jusqu'en Haute Galilée ; c'est un objectif essentiel de notre stratégie nationale : coloniser la montagne qui jusqu'à présent est vide de juifs."

Quant à l'Égypte, elle est aussi dans le collimateur... comme ces satrapes ont volé le Golan aux Syriens car c'est leur château d'eau, ils reprendront aussi un jour le Sinaï... "Il est donc d'importance vitale pour nous de regagner le Sinaï, avec ses ressources, exploitées et potentielles : c'est pour nous un objectif politique prioritaire, que les accords de Camp David et les accords de paix nous empêchent de poursuivre." Un jour ou l'autre, il faut donc que l'Égypte s'attende à subir le même sort que les pays environnants... "Sans pétrole, sans les revenus dérivés du pétrole, compte-tenu des dépenses actuelles énormes, nous ne pourrions pas maintenir les conditions présentes en 1982, et nous serons contraints d'agir, de façon à rétablir dans le Sinaï, la situation antérieure à la visite de Sadate et au traité de paix malencontreux signé avec lui en mars 1979." Et croyez bien qu'ils ne doutent de rien pour y parvenir... "Il reste donc la voie indirecte. Une situation économique égyptienne, le caractère du régime, sa politique pan-arabe vont créer une situation telle qu'après Avril 1982, Israël va se trouver contraint d'agir directement ou indirectement pour reprendre le Sinaï en tant que

*réserve stratégique, économique et énergétique à long terme. En raison de ses conflits internes, l'Égypte ne représente pas un problème stratégique du point de vue militaire, et elle pourrait être aisément réduite à sa situation d'avant la guerre de 1967."*

Mais après l'Égypte n'est pas la seule visée, il y a aussi la Lybie et le Soudan... on comprend mieux les problèmes qui sévissent dans ce dernier pays et la propagande dont il est victime... *"Si l'Égypte se désagrège, des pays tels que la Lybie, le Soudan et même des États plus éloignés ne pourront pas survivre sous leur forme actuelle et accompagneront l'Égypte dans sa chute et sa dissolution."*

Le pire étant que cette mafia dangereuse a aussi un projet pour les Juifs diasporiques... à lire les lignes qui suivent, on a carrément l'impression que de gré ou de force, il faudra aller vivre en Israël... *"Une rapide évolution du monde entraînera aussi une transformation de la condition des juifs dans le monde ; Israël ne sera plus pour eux un dernier recours mais le seul choix de survie possible. Nous ne pouvons pas tabler sur le fait que les communautés juives américaines, européennes, d'Amérique latine survivront sous leur forme actuelle."* Croyez le, nous nous posons beaucoup de questions sur cette peste sioniste qui veut parquer tous les juifs dans un des endroits les plus dangereux du monde dans un seul but... les éradiquer. Et plus que jamais nous sommes persuadés que cette idéologie qui véhiculent des symboles vieux de quatre mille ans -au travers de ses rites et de ses loges maçonniques- ne veut ni le bonheur des juifs, ni celui des Arabes, ni celui du monde en général mais poursuit un idéal machiavélique... seulement tous les sionistes ne sont pas au courant, loin s'en faut...

Il est donc juste d'affirmer que le complot Sioniste n'est pas une fiction mais une réalité que beaucoup de gens ignorent...

Le ver est désormais dans le fruit.

Le complot visant à la désintégration du monde arabe **commence** à être esquissé. En effet, le sénat américain a voté à une écrasante majorité le partage de l'Irak en trois États distincts : sunnite, chiite et kurde. Du jamais vu, on se croirait revenu au XIXe siècle, à l'époque des accords de Berlin notamment, durant lesquels les puissances coloniales de l'époque se partageaient le tiers-monde tel un gâteau.

**Voici, à nouveau**, un pays étranger qui décide le démantèlement d'un État multimillénaire, berceau de la civilisation de l'humanité. Ces valeureux Irakiens sont devenus pour les Américains un troupeau à disséminer et à vendre ! Un scandale qui viole totalement le droit international, la souveraineté des peuples et la morale **tout court**.

Un tel scénario était prévisible depuis que George W. Bush et ses complices de la mouvance sioniste (Richard Perle, Paul Wolfowitz et Condoleezza Rice **particulièrement**) ont décidé l'invasion de l'Irak. **Outre** la mainmise sur les richesses pétrolières **de ce pays, il y avait** en arrière-pensée l'idée de son démantèlement.

Ces maîtres de la Maison-Blanche n'innovent pas en la matière. Le sénat ne fait que chercher à redonner vie à un plan machiavélique concocté dans les années 70 en vue de faire éclater des pays du Proche-Orient **en plusieurs entités distinctes**. **C'était un** rêve israélien auquel restent attachés jusqu'à ce jour les dirigeants de Tel-Aviv. **Ce plan avait pour nom de code** « Opération Diamant bleu » **et** impliquait le shah d'Iran, la CIA et Israël **notamment**. **Mais il a été** mis en sourdine **suite à la révolution iranienne et la** disparition de la scène politique de Réza Pahlavi. Depuis, on en parle accessoirement sans s'y attacher longuement. Le 11 septembre est arrivé.

L'idée ressurgit à nouveau. Elle vise d'abord clairement l'Arabie Saoudite parce qu'elle a soutenu le terrorisme islamiste **et que 16 de ses ressortissants étaient dans les fameux avions qui ont provoqué la tragédie que l'on sait**. **Il a été alors programmé de** diviser le royaume saoudien en plusieurs États construits sur des bases ethniques ou religieuses. **S'il n'y a pas eu concrétisation, c'est tout simplement que la conjoncture internationale ne s'y prêtait pas et que** les dirigeants wahhabites peuvent encore servir les intérêts américains dans la région. Et voilà que le sénat US met les pieds dans le plat. Ce qui est désolant et grave dans cette histoire, c'est le silence des pays arabes, à l'exception du Yémen. **On les savait** soumis dans leur quasi-totalité à l'Amérique **mais** pas au point de se taire face à une initiative appelée à toucher d'autres pays **de la sphère proche-orientale**. **C'est** la preuve que ce monde arabe est dirigé par des individus qui travaillent pour leurs propres intérêts **et** non pour ceux des peuples qu'ils prétendent représenter. **Le danger est à nos portes**. A moins d'un sursaut salvateur des peuples, **les Arabes resteront** à la traîne de l'évolution du monde et de la civilisation universelle. **Les dirigeants arabes ont** déjà trahis la Palestine, la trahison de l'Irak est en marche.

Tayeb Belghiche

Sources [El Watan](#)

Posté par Adriana Evangelizt